



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 478 – 10 février 2023

❖ Régional

Le taux d'inflation de l'UEMOA s'élève à +7% en g.a. en décembre 2022

Selon [le bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique ont connu une amélioration en décembre 2022, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 11,3% et 6% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,1% en g.a. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a diminué en moyenne de 2,2 points en g.a., principalement au Mali (-7,9 points en g.a.), au Burkina Faso (-6,5 en g.a.) et en Côte d'Ivoire (-5,9 en g.a.). A l'inverse, la Guinée-Bissau (+11,6 en g.a.) et le Niger (+8,5 en g.a.) ont enregistré une importante augmentation de leurs scores. Enfin, l'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à +7% en g.a en décembre 2022 (contre +8% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +4,6 points de pourcentage).

[L'UE alloue 117 M EUR d'aide humanitaire à l'Afrique de l'ouest en 2023](#)

A l'occasion d'une réunion interministérielle avec la CEDEAO le 6 février 2023, l'Union européenne

LE CHIFFRE À RETENIR

70%

Le taux de réalisation des travaux pour la construction de l'oléoduc reliant le Niger au Bénin

(UE) [a annoncé](#) un financement à hauteur de 117 M EUR destiné à l'aide humanitaire en Afrique de l'Ouest. Cette enveloppe permettra entre autres de : (i) de soutenir les victimes de violations des droits de l'homme ; (ii) de fournir une aide alimentaire aux plus démunis ; (iii) d'offrir des soins de santé aux populations éloignées ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ; (iv) de soutenir les programmes éducatifs d'urgence. Dans le détail, le Burkina Faso bénéficiera de 25,5 M EUR, le Mali de 26 M EUR, le Niger de 25 M EUR, le Nigeria de 34 M EUR et la Mauritanie de 6,5 M EUR.

[Les travaux de l'oléoduc reliant le Niger au port de Cotonou réalisés à 70%](#)

Le 7 février 2023, en marge d'une visite du **Ministre du Pétrole nigérien**, l'entreprise WAPCo-Niger [a annoncé](#) que le taux de réalisation du Pipeline Export Niger-Bénin (PENB) avait dépassé globalement les 70% (97,9% pour l'ingénierie, 90,7% pour les achats et 61,3% pour la construction). Filiale de la China National Oil and Gas Exploration and Development Company Ltd. (CNODC), WAPCo-Niger est la société en charge

de la construction, de l'exploitation, de l'entretien et de la gestion du pipeline de près de 2000 km reliant le champ pétrolifère d'Agadem (Niger) au port de Cotonou (Bénin). Le pipeline, dont l'opérationnalisation est prévue d'ici la fin de l'année, devrait, à terme, permettre au Niger d'exporter plus de 90 000 barils de pétrole / jour.

2^{ème} sommet de Dakar sur le financement des infrastructures en Afrique

Le 2^{ème} Sommet sur le financement des infrastructures en Afrique [s'est tenu](#) à Dakar les 2 et 3 février 2023 sur le thème "Maintenir l'élan vers des infrastructures de classe mondiale en Afrique". Ce sommet, organisé par l'Agence de développement de l'Union africaine a regroupé de nombreux chefs de gouvernements, des institutions de financement et des investisseurs institutionnels afin d'échanger autour de 69 projets du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Ces projets d'une valeur de 160 Mds USD visent à stimuler la compétitivité et l'intégration économique de l'Afrique. Une [déclaration](#) dite de Dakar a été adoptée à l'issue du sommet dans laquelle les participants se sont engagés à mettre l'accent sur la mobilisation des ressources nationales, privées et innovantes en faveur des infrastructures.

Bénin

457 M EUR à mobiliser d'ici 2026 pour renforcer la sécurité alimentaire

Selon le ministère béninois de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, 26 % des ménages [sont actuellement](#) dans une situation d'insécurité alimentaire au Bénin, dont 1,9 % en insécurité sévère, du fait de la situation sécuritaire au Sahel, des conséquences socio-économiques de la guerre en Ukraine et du changement climatique. Afin de renforcer la sécurité alimentaire, le gouvernement prévoit de mobiliser 300 Mds FCFA (457,3 M EUR) sur 4 ans auprès de partenaires financiers. Ce montant, qui viendra s'ajouter aux 86 Mds CFA (131 M EUR) déjà obtenus par les autorités, devrait permettre

d'accroître la production de maïs de 400 000 tonnes, de maraichers de 300 000 tonnes et de manioc de 1,5 M de tonnes, ainsi que la mise en place de nouveaux aménagements hydroagricoles et aquacoles.

Burkina Faso

Accord au niveau des services du FMI pour un financement de 80 M USD en faveur de la sécurité alimentaire

Dans [un communiqué](#) publié le 9 février 2023, les services du FMI ont annoncé la conclusion d'un accord avec les autorités burkinabè pour un financement d'urgence d'environ 80 M USD, à travers le guichet "choc alimentaire", afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Ce montant permettrait de soutenir les ménages vulnérables à travers la distribution de produits alimentaires et d'eau potable, d'intrants agricoles subventionnés ou encore le transfert de cash. Le financement sera décaissé après approbation par le Conseil d'administration. Par ailleurs, près de 2,6 M de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire sévère et ce chiffre pourrait atteindre 3,5 M, soit 16% de la population, en l'absence de mesures d'assistance. Enfin, le taux de croissance a ralenti en 2022 pour s'établir à 2,5% (contre 6,9% en 2021) tandis que l'inflation a atteint 13,7% (contre 3,9% en 2021) et le déficit budgétaire 10,3% du PIB (contre 7,5% en 2021). Si la croissance pourrait rebondir en 2023 avec l'ouverture de nouvelles mines, les risques baissiers demeurent élevés, notamment du fait de la dégradation de la situation sécuritaire.

Création de l'Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire

Le Conseil des ministres du 8 février 2023 a [adopté](#) un décret portant création de l'Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire et adopté les statuts afférents. La mission de l'agence est de financer les entreprises communautaires par actionnariat populaire dans différents secteurs d'activités stratégiques, notamment l'agriculture, l'élevage,

l'agro-alimentaire, le textile ou encore les mines. L'objectif du gouvernement est de se doter d'un instrument favorisant l'éclosion et le développement de l'entrepreneuriat communautaire au Burkina Faso. Par ailleurs, le Conseil des ministres a également adopté un décret portant modification des procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics afin de mettre à la disposition des acteurs de la commande publique un cadre juridique plus adapté au contexte d'insécurité et de crise humanitaire.

Retrait du permis d'exploitation industrielle de l'or de la SMB

Le Conseil des ministres du 8 février 2023 [a adopté](#) un décret relatif au retrait du permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or de la Société des mines de Belahourou (SMB) à Inata. La SMB, propriété du groupe indien Balaji, avait conclu un protocole d'accord avec l'Etat burkinabè, pour la restructuration de sa dette, dans lequel elle s'engageait à payer à l'Etat 4,3 Mds FCFA (6,5 M EUR), au titre des droits fixes et la somme de 300,8 M FCFA (460 000 EUR), au titre des pénalités. La première échéance prévue au 30 Juin 2021 n'a pas été honorée par la SMB les installations et les équipements ont été saisis par sa banque.

Cap-Vert

La Chine accorde une aide alimentaire d'urgence de 1,4 M EUR

Le gouvernement chinois et le gouvernement du Cap-Vert [ont signé](#), le 7 février 2023, un accord pour une aide alimentaire d'un montant de 150 M CVE (1,4 M EUR). Cette aide d'urgence devrait aider le pays à lutter contre l'insécurité alimentaire, tout en contribuant à accroître la disponibilité en céréales et à renforcer la stabilité des prix sur le marché intérieur.

Côte d'Ivoire

53 M EUR de subvention aux producteurs de coton pour la campagne 2022-2023

Lors d'une conférence de presse tenue le 3 février 2023, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural [a annoncé](#) qu'une subvention de 34,5 Mds FCFA (52,6 M EUR) sera accordée aux producteurs de coton au titre de la campagne 2022-2023. Ce financement vise à compenser les pertes engendrées par les attaques de jassides sur les cotonniers. Selon le Ministre, la production cotonnière devrait s'établir à 269 000 tonnes lors de cette campagne contre 522 000 lors de la précédente, soit une diminution de 48,5%.

Les boulangers suspendent leur mot d'ordre d'arrêt de travail

En raison de l'annonce par les meuniers d'une augmentation du prix des farines (de l'ordre de 20%), ainsi qu'à l'impossibilité d'augmenter le prix des pains standards (encadré par l'Etat), le Haut patronat du secteur de la boulangerie de Côte d'Ivoire [a lancé](#) un mot d'ordre d'arrêt de travail de 48 heures le 6 février 2023. A la suite de négociations avec les pouvoirs publics, et notamment une réunion avec le Premier Ministre, le mot d'ordre a été suspendu le 7 février 2023. Le détail des engagements de l'Etat vis-à-vis des boulangers n'a pas été rendu public.

La French Tech Abidjan labellisée pour la troisième fois

La communauté French Tech Abidjan (FTA) [a obtenu](#) le 2 février 2023 sa troisième labellisation en tant que Métropole French Tech pour la période 2023-2025. Ce label confirme la place de la FTA et de ses 55 membres en tant qu'acteurs de référence dans les domaines de l'innovation et de la tech en Afrique francophone. Depuis sa création en 2016, elle contribue à l'émergence de startups sur le territoire ivoirien, à travers : (i) des événements labellisés ; (ii) des sessions de mentoring et de formations. En outre, la

communauté constitue un pont entre les écosystèmes du numérique français et ivoirien. Pour rappel, le réseau French Tech compte 9 communautés sur le continent africain (Abidjan, Alger, Antananarivo, Casablanca, Lagos, Maurice, Nairobi, Afrique du Sud et Tunis).

🍷 Gambie

Lancement du projet FISH4ACP

Le 2 février 2023, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) [a lancé](#) officiellement le projet Fish for Africa, the Caribbean and the Pacific State (FISH4ACP) en Gambie. Le projet, financé par l'Union Européenne (UE) et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), vise à améliorer la productivité et la compétitivité des chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture. Par ailleurs, ce projet devrait permettre : (i) de renforcer la durabilité économique et environnementale des ressources halieutiques ; (ii) de créer des opportunités d'emploi ; (iii) de renforcer l'autonomisation des femmes, qui occupent un rôle central dans la chaîne de valeur de la pêche (transformation et commercialisation du poisson).

🍷 Guinée

Inflation à +8,6% en g.a. en décembre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) pour le deuxième mois consécutif à +8,6% en glissement annuel (g.a.) à Conakry en décembre 2022. Ce niveau d'inflation se justifie principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+15,7% en g.a.), des restaurants et hôtels (+27,5% en g.a.), du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et autres combustibles (+35,8% en g.a.) et du transport (+15,3% en g.a.). Toutefois, cette

évolution a été légèrement atténuée par la baisse des prix de la communication (-73,1% en g.a.).

Bientôt un appel d'offres pour la construction d'une raffinerie d'or

Le 23 janvier 2023, le Président de la transition [a signé](#) un décret pour l'élaboration d'un appel d'offre en vue de la construction d'une raffinerie d'or répondant aux standards internationaux. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la valorisation sur place de certaines substances minérales en produits semi-finis et finis pour contribuer à l'industrialisation de la Guinée. Dans le détail, il s'agirait d'une structure bipolaire dont le hub, la raffinerie principale, serait dans une zone répondant aux normes sécuritaires et économiques à Conakry, avec un satellite dans la zone aéroportuaire de Kankan équipée pour tester et acheter de l'or auprès des producteurs artisanaux.

🍷 Guinée-Bissau

Renouvellement du partenariat avec la PAM pour la sécurité alimentaire

Le 31 janvier 2023, le gouvernement et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies [ont lancé](#) officiellement un nouveau plan stratégique national quinquennal en vue d'assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition. Ce nouveau plan vise à : (i) renforcer la résilience climatique et les moyens de subsistance dans les milieux ruraux ; (ii) améliorer l'accès à l'éducation ; (iii) favoriser l'accès à de la nourriture saine et nutritive et (iv) soutenir les efforts de l'Etat dans la mise en place d'un système de protection sociale inclusif.

🍷 Libéria

L'or représente presque la moitié des exportations au 3^{ème} trimestre 2022

Selon la Banque centrale du Libéria (CBL), les exportations [se sont élevées](#) à 264,2 M USD au 3^{ème} trimestre 2022, soit une progression de

23,4% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations se sont établies à 404,1 M USD, soit une hausse de 7,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Les principaux produits exportés ont été l'or (49,4% des ventes), le minerai de fer (25,5%) et le caoutchouc (12,8%) tandis que les importations ont concerné principalement les minéraux, carburants et lubrifiants (34,1% des achats), les machines et matériels de transport (20,2%) et les denrées alimentaires (19,7%). Enfin, les principaux clients du pays au 3^{ème} trimestre 2022 sont la Suisse (48,4% des ventes), les Etats-Unis (9,2%) et la Belgique (3,6%) tandis que les principaux fournisseurs sont la Chine (16,2% des achats), la Côte d'Ivoire (15,5%) et l'Inde (8,3%).

❖ Mali

[Le complexe minier Loulo-Goukoto aurait généré 260 M USD de recettes publiques en 2022](#)

Le 29 janvier 2023, la société minière canadienne Barrick Gold a annoncé dans [un communiqué](#) que le complexe aurifère de Loulo-Goukoto avait **reversé 260 M USD à l'Etat en 2022**, sous forme de dividendes, redevances et taxes. En outre, les contributions indirectes, dont les paiements des salaires et des fournisseurs, se sont élevées à 570 M USD la même année. En termes de performance, selon le communiqué, le complexe minier de Loulo-Goukoto a respecté ses prévisions de production et consolidé ses perspectives à long terme.

❖ Mauritanie

[Nouvelles mesures gouvernementales pour le développement de l'agriculture](#)

Le Président de la République islamique de Mauritanie [a annoncé](#), le 2 février 2023, la mise en place de nouvelles mesures pour encourager **le développement de l'agriculture dans le pays**. Désormais, les intrants agricoles, les machines, les engrais et les semences seront exonérés de

droits de douane. Par ailleurs, le ministère de l'agriculture recevra entre 150 et 200 charrues afin d'améliorer la mécanisation de l'agriculture pluviale tandis qu'un nouveau programme de construction de barrages de 40 Mds MRU (1 Md EUR) financera 70 barrages au bénéfice de coopératives agricoles.

❖ Niger

[1^{ère} édition du Forum Niger-UE](#)

Les 7 et 8 février 2023, [s'est tenue](#) la première édition du Forum Union Européenne (UE) - Niger, à Niamey. Environ 400 entreprises, dont 70 européennes et une trentaine de la sous-région ouest africaine et du Maghreb, ont pris part à l'évènement. **A noter qu'une délégation du MEDEF International composée d'une vingtaine d'entreprises françaises a fait le déplacement.** Aussi, la Secrétaire d'Etat française auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux a participé à l'ouverture du forum, présidée par le Président de la République du Niger, en compagnie de ses homologues grec et portugais. Le forum avait **pour objectif d'attirer des investisseurs européens et de promouvoir les partenariats entre entreprises européennes et nigériennes, voire africaines.** Par ailleurs, la "Team Europe" a évoqué avec le Président nigérien le renforcement de leur partenariat, en particulier dans les domaines de l'énergie solaire, de l'eau potable, de l'éducation, de la sécurité, et sur le soutien aux investissements productifs.

❖ Sénégal

[Validation du programme régional d'investissements publics 2023-2025](#)

Le 9 février 2023, le Chef de l'Etat [a validé](#) le **Programme régional d'investissements publics** régional pour la période 2023-2025. Ce dernier, axé sur 20 priorités, est chiffré à 1 500 Mds FCFA (2,2 Mds EUR). Parmi elles, on note : (i) le développement

de la pêche et l'économie maritime par le biais de la construction du port de Ndayane ; (ii) l'encadrement de l'exploitation du pétrole et du gaz afin de privilégier l'utilisation domestique ; (iii) l'accélération de la relance du chemin de fer, à travers le lancement de la réhabilitation de la ligne Dakar-Tambacounda et la construction d'une 3^{ème} gare pour accueillir le TER à Thiès ; (iv) l'amorçage des études de la 2^{ème} phase de l'aéroport international AIBD.

Signature d'accords de financement avec la BAfD d'un montant de 206 M EUR

Le 7 février 2023, l'Etat du Sénégal et la Banque africaine de développement (BAfD) [ont signé](#) deux accords de financement d'un montant total de 205,7 M EUR. Ces accords concernent : (i) le Programme national de développement intégré de l'élevage au Sénégal qui vise à améliorer la production animale ainsi que la mise en marché des animaux ; (ii) le projet de construction de l'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint Louis, visant à renforcer la connectivité territoriale, la sécurité routière ainsi que les conditions de vie de la population.

L'Etat subventionne l'importation de 1 200 génisses depuis la France

Le Président de la République sénégalaise a participé, le 4 février 2023, à la cérémonie officielle de réception de 1 200 génisses à haut potentiel laitier, importées de France, pour le compte de l'Association nationale pour

l'intensification de la production laitière (ANIPL). Ces importations ont bénéficié de subventions du gouvernement sénégalais pour un montant de 1,2 Md FCFA (1,8 M EUR). Lors de cette cérémonie, le Président [a déclaré](#) avoir décidé de porter le nombre de génisses importées de 1 200 à 2 500 par an pour l'année prochaine, et d'augmenter la subvention de l'état de 30 à 50% de la valeur. Ces importations rentrent dans la stratégie de souveraineté alimentaire du Sénégal.

Togo

Diminution de 9% du prix du gasoil

Dans un arrêté interministériel publié le 28 janvier 2023, le gouvernement [a annoncé](#) la baisse du prix du litre gasoil de 850 FCFA (1,29 EUR) à 775 FCFA (1,18 EUR). De même, le litre du Jet A1 (carburant pour l'aviation) est passé de 654,41 FCFA (1 EUR) à 615,41 FCFA (0,93 EUR), soit une baisse de 6% environ. Les prix des autres carburants demeurent quant à eux inchangés, notamment 700 FCFA/litre pour l'essence sans plomb (1,06 EUR) et 650 FCFA/litre (0,99 EUR) pour le pétrole lampant. A noter que le gouvernement subventionne les produits pétroliers, à hauteur de 230 FCFA/litre (0,35 EUR) pour l'essence sans plomb, 239 FCFA/litre (0,36 EUR) pour le Gasoil et 157 FCFA/ litre (0,24 EUR) pour le pétrole lampant.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international